



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

21 septembre 2015

Les résultats définitifs des élections communales étant publiés dans la plupart des communes de Madagascar, les spéculations tournent maintenant autour du mandat des nouveaux maires, des élections sénatoriales et des alliances politiques qui vont s'ensuivre. Dans le domaine de la gouvernance, le Premier ministre a laissé supposer qu'il n'y aura pas de Loi de Finances rectificatives. Une déclaration contraire aux explications apportées par son ministre des Finances et du Budget. Dans la presse, ce retard de l'adoption de cette LFR a fait jaser et amène à dire que le gouvernement n'arrive plus à subvenir à ses besoins.

Processus électoral

NOUVELLE CENI : LES PROPOSITIONS DES DEPUTES ATTENDUES

Les parlementaires ne se contenteront pas des projets de texte élaborés par le gouvernement concernant la création de la Commission Electorale nationale indépendante. Ils entendent, en effet, avancer des propositions se rapportant à ce sujet. Reste à savoir si ce texte sera élaboré par une commission spéciale au sein de l'Assemblée nationale ou par chaque groupement parlementaire. (Les Nouvelles, p. 8)

SENATORIALES : AVANTAGE AU PARTI PRESIDENTIEL

Le parti HVM se trouve en tête des résultats des élections communales dans la majorité des communes, notamment rurales. Or, le principal enjeu des communales a été de ravir le plus grand nombre de sénateurs. Plusieurs points d'interrogation subsistent au sujet de ces élections sénatoriales. Il en est ainsi concernant l'organe en charge des préparatifs du scrutin et le nombre de sénateurs à élire par province. Selon l'analyse de la juriste Sahondra Rabenarivo, il est probable que la plupart des grands partis politiques ne présenteront pas de listes de candidats aux sénatoriales. En effet, en raison du scrutin de listes, il est presque impossible de gagner la totalité des sièges à pourvoir dans une province donnée. En outre, la discipline de parti sera importante tout comme la voix des indépendants. (Les Nouvelles, p. 3)

LE MAPAR EN BONNE POSITION DANS CINQ CHEFS-LIEUX DE PROVINCES

Trois grandes formations dominant l'échiquier politique, à en croire les résultats définitifs des communales, analysent L'Observateur et Takoritsika. Il en est ainsi du HVM, du MAPAR et du parti TIM. Pour toute révision électorale de 2018, le MAPAR grâce à ses premières avances dans les trois grandes agglomérations de la région Nord de l'île, suivies des deux autres du Sud, a déjà des bases politiques et électoralistes plus ou moins solides au niveau provincial et au niveau national, car toutes les propagandes dans les communes rurales se préparent au niveau des communes urbaines, soutient L'Observateur. (p.3, p. 3)

ECHOS DES COMMUNALES :

MINISTERE DE L'INTERIEUR : PRET A COLLABORER AVEC LES NOUVEAUX MAIRES

Hervé Philbert Andriamanantsoa, secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation a fait savoir, dans une interview accordée au journal Madagascar-Laza que des séances de regroupement des nouveaux maires sont prévues afin de leur informer des procédures de passation de service. Aucune passation ne doit intervenir avant ces regroupements, prévus dans le courant de cette semaine, lesquels seront appelés par les Préfets et les Chefs de district. Dans cette interview, le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



responsable répond également à une question relative à l'appui au développement conféré aux collectivités territoriales décentralisées. Dans le cadre juridique, le ministère de l'Intérieur apportera, selon lui, des aides aux communes. Des appuis financiers et matériels sont également prévus. (p. 3) Il est à remarquer qu'Elysée Ratsiraka, élu à la tête de la commune urbaine de Toamasina sous les couleurs du MAPAR a été déjà investi dans ses nouvelles fonctions le lendemain même de la proclamation des résultats définitifs des élections communales. (La Vérité, p. 3; Tia Tanindrazana, p. 2)

LA CENT SERA APPELEE A ORGANISER LES ELECTIONS COMMUNALES PARTIELLES

Bien que son mandat ait pris fin, les préparatifs de ces scrutins s'inscrivent dans le cadre de sa mission. Cependant, le Tribunal Administratif et Financier n'a pas encore fixé les dates de ces élections. Il faudra peut-être attendre la publication des résultats définitifs dans l'ensemble des communes de Madagascar avant de connaître la date. (Les Nouvelles, p. 8)

MAIRIE D'ALASORA : MARC RAMIARINJATOVO RETROUVE SON POSTE

Dès l'annonce des résultats des élections communales, Marc Ramiarinjatovo a rencontré la population de ladite localité pour lancer un appel à la population et aux nouveaux conseillers municipaux à lui prêter main forte. Dans la même foulée, il s'est dit prêt à collaborer avec le pouvoir central. (Midi Madagasikara, p. 2)

ANTANANARIVO : LES MILLE ET UN TRAVAUX DE LALAO RAVALOMANANA

Fraîchement élue maire de la capitale, Lalao Ravalomanana n'aura pas de période de grâce et sera attendue au tournant, pense L'Express de Madagascar. Il ne suffira pas de disposer d'une majorité au conseil municipal pour pouvoir mener à bien les programmes qu'elle a édictés durant son mandat, à savoir le social de la population et la sécurité. Sa mission consistera effectivement à remettre sur pied une ville dévastée par les années de crise et asphyxiée par des enjeux politiques et d'anarchie, sans oublier la réorganisation du transport public, le désengorgement des routes de la capitale et le traitement des dossiers brûlants concernant les marchands des rues. (p. 3) Lalao Ravalomanana a déjà été claire quant à la contribution de son époux à la gestion de la ville, une fois qu'elle aura accédé à la Mairie. Elle entend gérer la capitale, mais son époux sera à ses côtés pour la conseiller. Il sera un atout étant donné sa grande expérience et la stratégie qu'il a mise en place, précise Tia Tanindrazana (p. 3)

Economie et société

220 MILLIARDS D'ARIARY DANS L'ESCARCELLE DU TRESOR PUBLIC

L'Office malgache du Tabac, société d'Etat rattachée au ministère de l'Agriculture, est une des sociétés pourvoyeuses de fonds de l'Etat malgache. 8.600 milliards d'Ariary par an, telle est la somme versée par la filière tabac dans les caisses du Trésor public. En outre, 30.000 foyers vivent de la culture du tabac dans la Grande Île, l'équivalent de 200.000 personnes. (Madagascar-Laza, p. 4)

POURQUOI PAS UN PARTENAIRE STRATEGIQUE POUR AIR MADAGASCAR ?

Des pistes de réflexion se font actuellement jour pour sauver la compagnie nationale Air Madagascar. Il en est ainsi de la recherche d'un partenaire stratégique pouvant aider la société à se refaire une santé financière. Outre les banques locales susceptibles d'être intéressées par un éventuel partenariat, les compagnies majeures comme celles des pays arabes pourraient convenir. (Midi Madagasikara, p. 4)

ENERGIE : NOUVEAU SYSTEME DE RELEVÉ EN VUE

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



A part les projets visant à réduire les délestages, la société nationale de distribution d'eau et d'électricité JIRAMA préparer un changement de système relevé. Les 480.000 abonnés de la JIRAMA dans tout le pays seront dotés d'un nouveau système de comptage dès le début de l'année 2016. Il s'agit d'un compteur équipé d'un système de télésurveillance et d'un télérelevé qui peut envoyer des données sans l'intervention physique d'un technicien. (L'Express de Madagascar, p. 7)

INSTRUMENTALISATION DE L'APPAREIL JUDICIAIRE : LA PRISON POUR MATER LES GREVES

Placé en détention préventive vendredi dernier, le procès du leader de l'Intersyndical de la JIRAMA, Oliva Andrianalimanana s'ouvrira ce 11 novembre. Ses avocats sont à pied d'œuvre pour demander une liberté provisoire. En effet, l'inculpé serait actuellement malade et aurait besoin d'une évacuation sanitaire. Le fait qui lui est reproché n'a absolument rien à voir avec la grève au sein de cette société nationale. Dans le langage courant, on appelle cela « monter un dossier », souligne La Vérité, les responsables à différents niveaux tentent d'étouffer les manifestations. (p.3, Takoritsika, p.2, Madagascar Matin, p.3)

BACCALAUREAT : L'ATTENTE DES RESULTATS VIRE A L'EMEUTE

L'affichage des résultats des examens du baccalauréat s'est terminé dans le chaos et dans le vandalisme, dans certains lycées de la capitale, samedi dernier. L'attente des résultats s'est soldée par des actes de vandalisme sur les affiches comportant les résultats officiels. Malgré tout, le directeur de l'Office du baccalauréat à Antananarivo a rassuré que chaque centre d'examen détient deux exemplaires des résultats. Chaque établissement devrait donc faire une photocopie des résultats pour effectuer un nouvel affichage. (L'Express de Madagascar, p. 9)

- *D'après les témoignages, les résultats ont déjà été affichés au tableau, mais les responsables ont refusé d'ouvrir le portail du lycée Rabearivelo à Analakely. Les candidats se sont impatientés devant le portail, de sorte que certains ont escaladé le mur et d'autres ont poussé le portail pour tenter de pénétrer dans l'enceinte de l'établissement. Les forces de l'ordre ont dû intervenir pour ramener le calme. Finalement, l'ordre a été rétabli dans l'après-midi. Cependant, les résultats du baccalauréat à Antananarivo ont considérablement dégringolé ces dernières années et les performances ne sont guère mieux dans plusieurs autres pays d'Afrique francophone tels au Mali (Midi Madagasikara, p. 7 et 17)*
- *En ces temps où pouvoir envoyer les élèves à l'école relève du sacrifice, certains parents perçoivent l'échec de leurs enfants au baccalauréat comme une fatalité, souligne l'éditorial de Les Nouvelles. Pourtant, le taux de réussite a toujours tourné autour des 39 % depuis les deux dernières années. Comment expliquer cette baisse ? Est-ce le niveau des examens qui est élevé ou bien le problème vient des élèves ou même des enseignants ? Tout le système éducatif est à revoir, propose le journal. A quoi bon élever le taux de réussite si l'accès à l'enseignement supérieur n'est pas garanti ? Et pas seulement au niveau des infrastructures, mais aussi au niveau financier. (p. 3) (La Gazette de la Grande Île, p. 7)*
- *Des individus proposent leur service afin de consulter les listes des admis et de leur communiquer ensuite le résultat, moyennant 1.000 Ariary. (Madagascar Laza, p. 5)*

FENOARIVOBE : SAISIE D'UNE QUARANTAINE D'ARMES A FEU

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Une opération militaire menée dans des retranchements de dahalo à Fenoarivobe s'est illustrée par la saisie de quarante armes à feu. Deux armes de guerre, dont des pistolets automatiques de calibre 9 sont saisies. Les gendarmes ont mis la main sur douze autres armes automatiques de fabrication artisanale, quinze fusils de chasse détenus illégalement et onze fusils de fabrication locale. Des munitions se chiffrant par centaines, ont été prises avec cet arsenal de chasse. (L'Express de Madagascar, p. 10 ; Les Nouvelles, p. 4, La Vérité p. 5, Tia Tanindrazana, p. 2)

- **MARCHE DE LA VIANDE : LE ZEBU EN VOIE DE DISPARITION ?** Le prix de la viande de zébu a grimpé en flèche sur le marché local. Selon un vétérinaire de Mandrozeza, les zébus se font rares parce que les affaires des dahalo dans le Sud de Madagascar ont un impact sur le transport et la circulation des zébus. A propos de l'insécurité dans le Sud, des députés qui y sont originaires ont expliqué que la présence d'abattoirs gérés par des Chinois à Toliara, Ihosy et à Vontovorona est la cause des actes de banditisme. Ils y abattent 300 têtes de bétail par jour, et selon les calculs, 10.500 zébus par an sont exportés en Chine. Les exploitants exportent même la peau, les cornes et les carcasses. (La Gazette de la Grande Île, p. 13)

L'ASSAINISSEMENT DE LA FONCTION PUBLIQUE SE POURSUIT

Des investigations menées par le ministère de tutelle ont abouti à l'identification des hauts employés de l'Etat, qui avait usé de faux diplômes. A cela s'ajoutent des agents qui ne sont plus opérationnels (retraités, révoqués ou résidents à l'étranger) et qui continuent de percevoir leurs rémunérations. Près de 4.000 fonctionnaires fantômes ont été identifiés. (Madagascar Laza, p. 9 ; La Gazette de la Grande Île, p. 13)

Politique

Le retard dans l'adoption du projet de LFR par l'Assemblée nationale fait l'objet de plusieurs critiques, vu que nous sommes près de trois mois avant la fin de l'année. Des ministères tournent à vide, des projets et plan de redressement sont interrompus, autant de facteurs qui bloquent la machine administrative en raison de l'absence de budget. Face à ces problèmes, le FMI a suggéré de prendre une mesure administrative, a indiqué le ministre des Finances. (Les Nouvelles, p. 15)

- Dans une interview accordée à **Midi Madagasikara (p. 2)**, le ministre des Finances et du Budget, François Gervais Rakotoarimanana évoque plusieurs thèmes dont les négociations avec le FMI, l'élargissement de l'assiette fiscale, la Loi de finances rectificative 2015 et l'exploitation de nos richesses naturelles. Sur les 56 points recommandés par le FMI, le ministre a rappelé qu'il s'agit de discussions sur le programme de Madagascar mais non pas de celui du FMI. Les réformes et la lutte contre la corruption n'attendent pas le FMI si la volonté est de redresser l'économie. Les 56 points figurent parmi les sujets de discussions entrant dans le cadre de ces réformes. A propos de la loi de finances rectificatives, les dépenses ont été révisées à la baisse en fonction des recettes. Le texte sera bouclé dès l'annonce de la date de convocation de la session parlementaire. Le document sera soumis en conseil de gouvernement puis en conseil des ministres avant d'être déposée devant le Parlement. (Midi Madagasikara, p. 3, l'Observateur, p. 2, Madagascar Matin, p. 2)
- Madagascar ne s'agenouille pas devant le FMI, a martelé le Grand argentier. Les préoccupations concernent les mesures à prendre pour redresser l'économie du pays et le

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



programme de Madagascar qui sera mis en œuvre pour la relance de l'économie et non pas le programme du FMI. Que cette entité internationale soit présente ou pas, il importe de lutter contre la corruption, d'améliorer la gestion des deniers publics face aux gabegies, de pallier aux irrégularités dans les passations de marché et de réduire les subventions accordées à la JIRAMA et à Air Madagascar. (Madagascar-Laza, p. 2)

- *Si le ministre des Finances a affirmé que son ministère n'attend plus que la convocation des parlementaires pour faire adopter la Loi de finances rectificative 2015, le Premier ministre a donné une réponse expéditive à un journaliste « Arrêtez de me poser cette question. il n'y a aura pas de Loi de finances rectificatives ». Pourquoi elles n'auront pas lieu cette année-ci ? s'interroge **Madagascar-Laza** dans son point de vue. Réponse : les recettes douanières et fiscales ont été moindres par rapport aux prévisions. Ainsi, l'Etat doit revoir son budget à la baisse, contrairement aux années précédentes. Néanmoins, il a été souligné au cours de la rencontre avec le FMI que s'il n'y a pas de LFR, des mesures administratives devront être prises pour améliorer les recettes fiscales. (p. 2)*
- *C'est une session ordinaire de l'Assemblée nationale plutôt insolite qui s'ouvrira le mois prochain, remarque **La Gazette de la Grande Île**. Et pour cause, deux projets de loi de finances seront présentés aux députés. D'abord, la LFR 2015 et ensuite, la loi de finances initiale 2016 ! Cette session mérite plus que jamais sa dénomination de session budgétaire. En réalité, ce document aurait dû être voté à l'Assemblée lors d'une session extraordinaire, généralement entre mai et août ; Ce contretemps peut se justifier par le passage de la mission du FMI dans nos murs. En vue d'un accord imminent, dit-on, la LFR 2015 doit tenir compte des suggestions du FMI. Il peut aussi s'expliquer par le fait que la LFR, conçue en juin dernier par le gouvernement, a été contestée par les organisations patronales. Ou bien, le régime a tergiversé dans la convocation d'une session extraordinaire, si bien que la LFR n'a pu être adoptée. (p. 3)*
- *Fetison Rakoto Andrianirina estime qu'au-delà de l'amitié liant Madagascar au FMI, la coopération multidimensionnelle doit reprendre rapidement, se traduisant par le déblocage des fonds actuellement en sursis et par l'allocation de nouvelles sources de financement pour la mise en œuvre de nouvelles orientations en termes de développement. La reconstruction n'aura, selon lui, de sens que dans la mesure où ces exigences sont satisfaites cumulativement. La Communauté internationale saura par la suite, exercer une vigilance quant à l'utilisation des fonds alloués. (Les Nouvelles, p. 3)*

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION : L'ADHESION DU CHEF DE L'ETAT SOLLICITÉ

La présentation de la nouvelle stratégie de lutte contre la corruption aura lieu au palais d'Etat d'Iavoloha, ce jour. Le Président Hery Rajaonarimampianina devra procéder à la signature du document, symbolisant une volonté réelle et positive en faveur de la lutte contre ce fléau. Et pour cause, les réformes et les nouvelles mesures requises par la nouvelle stratégie concoctée par le Bureau indépendant anticorruption ne manquent pas de prétention. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; Les Nouvelles, p. 2, Takoritsika, p. 2 et 3)

- *La Justice s'est emparée d'une affaire de corruption et de détournement de fonds impliquant la Commune urbaine de Toamasina. Selon les résultats des enquêtes menées en 2011, seules 30 %*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



des patentes versées par les commerçants ont été reversées dans les caisses de la Commune, alors que le nombre de marchands n'a cessé d'augmenter. (Madagascar-Laza, p. 6)

- *Le combat contre la corruption est louable, mais le fait qu'il soit entrepris par le régime actuel relève de la farce, critique **La Gazette de la Grande Île** (p. 4). La preuve, peu de ces dirigeants ont remis leur déclaration de patrimoine, et le pouvoir en place a versé de l'argent aux députés et à la Haute Cour Constitutionnelle pour briser la déchéance et la motion de censure. En outre, les trafics de bois de rose et d'or prospèrent plus que jamais, sans oublier que l'ADEMA et Air Madagascar ou encore la JIRAMA ont donné lieu à des actes de corruption sans précédent. Enfin, les cours et les Tribunaux obéissent à l'argent et aux interventions.*

ALLIANCE POLITIQUE ENTRE LE MAPAR ET LE HVM ?

Des sources proches du parti Hery Vaovao ho an'i Madagasikara (HVM) ont laissé entendre que des pourparlers sont actuellement en cours entre le Président Hery Rajaonarimampianina et le parti MAPAR afin d'instaurer une nouvelle alliance politique. Un deal aurait déjà été conclu. Reste à régler la question de l'article 54 concernant la nomination du Premier ministre par la majorité au sein de l'Assemblée nationale. Des députés MAPAR auraient déjà accepté d'adhérer à ce projet de collaboration avec le régime en place. D'ailleurs, bon nombre d'observateurs se demandent pourquoi la candidate du MAPAR, Christine Razanamahaso a accepté de se soumettre à la victoire de sa concurrente du HVM à Fianarantsoa aux élections communales alors qu'elle s'est beaucoup démenée pour contester les résultats provisoires. (Midi Madagasikara, p. 2)

- *Le rapprochement entre les deux formations politiques est à mettre en relation avec le Pacte de responsabilité. C'est un signe de l'amélioration des relations entre le Président et le MAPAR, analyse **L'Express de Madagascar**. D'ailleurs, Christine Razanamahaso et Irma Juliandres Hariilalaina, candidate du HVM aux communales de Fianarantsoa étaient assises côte à côte lors d'un culte organisé à Ankaramalaza, hier. (p. 5)*

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE : PLUSIEURS RESPONSABLES RISQUENT D'ETRE CONGÉDIÉS

*En raison de leur faible performance, outre le non-respect de l'éthique et de la déontologie de la profession dont ont fait preuve des hauts responsables au sein des Circonscriptions scolaires, des zones administratives et pédagogiques et des directeurs d'écoles publiques, le ministère de l'Education nationale a pris la décision de licencier certains d'entre eux. D'après les explications du directeur des ressources humaines auprès de ce ministère, Sandrot Rabeandalana, cette décision a été prise suite aux failles constatées dans la coordination des actions entreprises au niveau du système éducatif à Madagascar. (**L'Express de Madagascar**, p. 11) Ces limogeages ont été décidés dans le but de nommer de nouveaux dirigeants qui ont des liens de filiation avec des hauts responsables du ministère, critique **Madagascar Matin** (p. 3)*

PAPA SOULE : « SURMONTONS NOS DIVERGENCES »

Papa Soulé, connu dans le milieu politique et figure de la religion musulmane, a invité tout un chacun, et notamment les acteurs politiques, à faire preuve de solidarité patriotique afin de redresser le pays rapidement. Créer davantage de foyers de tensions et d'instabilité équivaut, selon lui, à monter progressivement une situation de chaos, synonyme de suicide collectif dans l'effondrement de l'Etat.

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Cette insécurité ravageuse, cette mentalité rétrograde et cette indiscipline qui a tendance à se généraliser sont les conséquences immédiates d'une pauvreté profonde de la grande majorité de la population. Le régime a hérité de cette situation de délabrement sans précédent. Le président Hery Rajaonarimampianina déploie des efforts pour faire avancer le pays dans le bon sens, mais il n'y a pas de solution miracle. Nous devons faire preuve de solidarité avec le Président, dans l'intérêt supérieur de la nation et du peuple, au lieu de mettre des bâtons dans les roues. (Les Nouvelles, p. 2)

- **Vie de partis**

GANGSTABAB CREE SON PROPRE PARTI POLITIQUE

Rakotoarisoa Faniry Alban, connu sous le pseudonyme de Gangstabab a présenté de manière officielle son nouveau parti politique dénommé Antoko Politika Madio ou APM, à l'occasion d'une conférence de presse. (Midi Madagasikara, p. 2) A l'annonce de la création du nouveau parti Antoko Politika Madio, Madagascar Matin en conclut de manière hâtive que décidément, tout le monde semble avoir assez de rester dans le silence face au désastre de cette quatrième République. (p. 3)

TOLIARA I : LES PRO-RATSIRAKA SE MOBILISENT

Les membres de bureau de l'Association Didier Ratsiraka ou ADR, implantée dans la ville de Toliara, ont été élus vendredi dernier. L'association sera présidée par l'ancien sénateur Robert Razaka. (Madagascar Laza, p. 2)

QUE SONT DEVENUS LES BRAS DROITS DE MARC RAVALOMANANA ?

Les élus et les collaborateurs de l'ancien Président Marc Ravalomanna ont repris des chemins différents, selon Madagascar-Laza. Ainsi, Raharinaivo Andrianantoandro, l'un des fondateurs du parti, s'est séparé de l'ex Chef d'Etat en 2011, afin de soutenir le régime de Hery Rajaonarimampianina. Il fait désormais partie de la plateforme VMSA. Quant à Rajemison Rakotomaharo, il est apparu aux côtés de Lalao Ravalomanana lors de l'ouverture de la campagne électorale des communales. Moxe Ramandimbilahatra a retrouvé sans peine ses fonctions dans l'enseignement. Il continue de donner des cours à l'Université. Pour sa part, Fetison Rakoto Andrianirina se positionne actuellement loin du parti TIM et a créé son propre parti, le RDS. (p. 3)

Handicapé

UN GUIDE POUR INTEGRER LES AUTISTES DANS LA SOCIETE

Le Comité de pilotage Autisme Madagascar a sorti un Guide pour l'autisme en version malgache, c'est-à-dire pratique et facile à lire, le 19 septembre dernier. Mis à part la présentation des traits caractéristiques des personnes atteintes de ces troubles, le guide vise à sensibiliser un large public afin d'intégrer les autistes au sein de la société. Quelques stratégies d'adaptation sont précisées dans ce guide pour mieux encadrer les autistes, notamment les méthodes d'enseignement pour un travail à table efficient. Le seul bémol dans cette initiative est la vulgarisation de ce guide. A entendre une source au sein du comité de pilotage, il faudrait encore attendre un financement avant de dispatcher cet ouvrage destiné aux malgaches. (L'Express de Madagascar, p. 8)

Communauté internationale

LA FRANCE VERSE UNE TRANCHE DE 10 MILLIONS D'EUROS D'AIDE BUDGETAIRE

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Dans le cadre de la convention de 40 millions d'Euros signée en novembre 2014 entre Madagascar et la France via l'Agence Française de Développement, celle-ci a versé la deuxième tranche de l'aide budgétaire d'un montant de 10 millions d'Euros à la République de Madagascar, jeudi dernier. Ce prêt doit permettre de desserrer la contrainte de trésorerie en favorisant la mise en œuvre de budgets à forts impacts sociaux comme la santé et l'éducation. (Midi Madagasikara, p. 4)

Format de couverture

Dans un dossier d'une page, intitulé « Rentrée scolaire : les coups et les coûts de l'enseignement de base », **La Gazette de la Grande Île (p. 6)** donne un aperçu des charges supplémentaires auxquelles les ménages à revenus modestes devront faire face en vue de la rentrée scolaire, à commencer par l'achat des fournitures scolaires. Ces dépenses s'ajoutent aux charges fixes en l'espace d'un mois, sachant que les frais généraux servent notamment à assurer le bon fonctionnement des activités pédagogiques auprès des écoles. Le journal oriente également son analyse sur l'intérêt d'inscrire les enfants dans les établissements qui optent le système scolaire étranger.

La Vérité (p. 6) a été le seul journal à avoir publié le communiqué de presse de la JIRAMA, évoquant les dossiers qui ont retenu l'attention du public, tels que la grève au sein de cette société, la médiation qui s'en est suivie, la découverte d'une bombe au siège de l'entreprise, et les contrats conclus avec les partenaires.

Style et déontologie

La Gazette de la Grande Île, (p. 5) publie deux articles très critiques à l'endroit du couple Ravalomanana. Dans la première publication, le journal spéculait en avançant que la passation de Lalao Ravalomanana attendra probablement le retour de voyage de son époux. Comme l'élection de Lalao Ravalomanana est un tremplin pour son mari en vue d'accéder à la magistrature suprême en 2018, Marc Ravalomanana devrait être présent le jour de la passation et de prise de fonction de son épouse, afin qu'il puisse maîtriser tous les rouages de la mairie d'Antananarivo. Dans le second article, le journal mentionne que Marc Ravalomanana a démontré son manque d'éthique en ayant triché pour être élu en 2011 et réélu en 2006. Lors de la propagande pour les élections communales, Lalao Ravalomanana a préféré distribuer de l'argent aux électeurs à la CENIT, plutôt que de participer aux débats d'idées. Le journal tacle ensuite Lalao Ravalomanana pour sa religion : « C'est sans doute sa vision de la morale politique et sa compréhension de la morale protestante. Elue à la mairie grâce aux méthodes peu catholiques de son mari ».

Le journal **L'Observateur (p. 7)** manque de retenue dans ses commentaires concernant le délestage. Il explique que « les ménages malgaches maudissent et profèrent des tas d'insultes envers la JIRAMA, qui ne s'excuse ni avise au préalable ses usagers avant de procéder à des coupures d'électricité ».

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Honorine RAMISARIVelo: misa.ramisarivelo@eces.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

